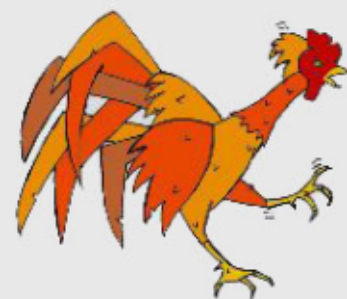


**FLASH INFOS**  
**Octobre 2014**

## **ACTUALITE ET ACTION INCONTOURNABLES**

**Solidaires**  
Finances  
Publiques

# Ti Cog Bataill'



### **COMMUNIQUE DE PRESSE de Solidaires Finances Publiques**

Les années passent et la file d'attente aux guichets des centres des Finances Publiques s'allonge. L'échéance de taxe foncière, combinée à l'augmentation de l'Impôt sur le revenu, amène en masse les contribuables à demander des étalements de paiement. L'application de la règle des 300 euros depuis le 1er septembre 2014 est venue couronner cette rentrée fiscale malheureuse.

Il n'est plus possible de payer en espèces une créance supérieure à 300 euros aux caisses de la DRFiP.

Beaucoup de gens se sont donc vus refuser leurs paiements à nos guichets et sont repartis sans payer avec consigne d'utiliser des moyens modernes de paiement (Chèque, CB, prélèvement sur compte bancaire courant, mandat, Internet etc...).

**Solidaires Finances Publiques soutient que contraindre les citoyens à utiliser un service privé payant pour régler leurs impôts est une atteinte grave au service public qui, tout en se modernisant, doit rester accessible à l'ensemble des citoyens quelque soit leurs ressources et leur niveau social.**

**Solidaires Finances Publiques dénonce la dématérialisation et l'informatisation à outrance imposées sans alternative par le gouvernement à la population.**

Solidaires Finances Publiques affirme avec force que cela va à l'encontre de notre obligation de protection des personnes les plus fragiles, qui est la base même du service public et du principe d'égalité entre les citoyens. Ce sont les personnes déjà éprouvées par les difficultés financières et sociales qui subissent de plein fouet ce genre d'expérimentations sauvages.

La sécurité des agents, invoquée en parfaite hypocrisie pour l'édiction de cette règle par l'administration, est mise à mal, lorsqu'ils se retrouvent, seuls, face au contribuable justement excédé.

*Il était une fois dans l'Ouest. Après la Fraude et la Phobie.  
Le nouvel incivisme fiscal: "Vouloir payer ses impôts !"*



## **POUR NOS EMPLOIS, RESTONS MOBILISES**

### **Une nouvelle saignée à la DGFIP:**

**2000 suppressions d'emploi pour 2015**

**2628 vacances de postes prévues en 2015 : la double peine !**

Cette nouvelle vague de suppressions d'emploi n'est plus acceptable ni supportable pour les agents de la DGFIP.

Entre 2002 et 2015 ce ne sont pas moins de 32 000 emplois qu'aura perdu la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques condamne cette politique libérale de réduction drastique de la dépense qui dure depuis trop longtemps.

Alors que la DGFIP remplit des missions de finances publiques indispensables au vu de la situation économique et sociale du pays, il est incompréhensible et injustifiable qu'elle n'ait plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer un service public de qualité, facteur de cohésion sociale.

Au vu de l'état des services actuellement, c'est bien l'état d'urgence qui doit être décrété pour la DGFIP. L'ensemble des responsables politiques et administratifs doivent agir pour rendre la DGFIP prioritaire et lui redonner les moyens de fonctionner et de répondre aux attentes de l'ensemble des usagers et des agents.

### **REAGISSONS POUR ARRETER LE MASSACRE!!!**

Le combat est certes national, mais ce sont bien les actions et la mobilisation en local qui nous ont permis de ne pas avoir de suppression en 2014 dans notre département. Solidaires Finances Publiques, tout le long de l'année 2014, a dénoncé, et dénonce toujours sans relâche, le manque d'emploi dans la presse et auprès de l'administration. **Pour retrouver du confort de travail, de meilleures conditions de travail, seules des créations d'emploi répondront aux besoins des agents de la Réunion pour un meilleur service public.**

